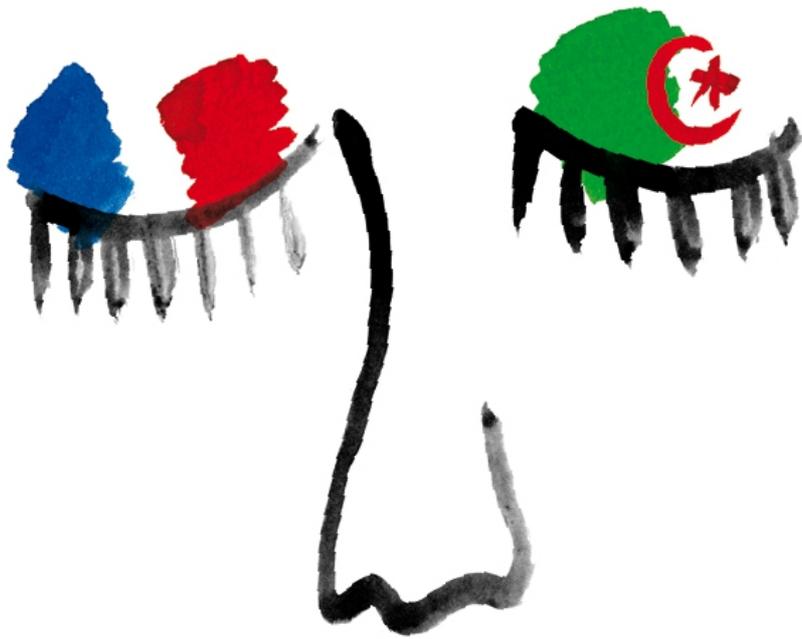


# Mise en œuvre pédagogique

Cette guerre et nous / un documentaire de Béatrice Dubell



## Cette guerre et nous

*50 ans plus tard, une exposition ravive  
les mémoires de la guerre d'Algérie*  
un documentaire de Béatrice Dubell

Toutes les dates de projection sur [www.grandensemble.fr](http://www.grandensemble.fr)



Musique : Laurent Grappe,  
Production Grand ensemble - atelier de cinéma populaire et L'image d'après  
avec le soutien de la Ville de Lyon, de la Région Rhône Alpes, de la DRAC Rhône-Alpes et de la PROCIREP-ANGO.

egraphica

*Cette guerre et nous*,  
documentaire de Béatrice Dubell  
1h40- format HD-2014

## Le film

Entre le printemps et l'été 2012, l'association *Grand Ensemble -atelier de cinéma populaire* a organisé une exposition consacrée aux solidarités franco-algériennes pendant la guerre d'indépendance algérienne au Rize (Villeurbanne) et aux Archives municipales de Lyon. Dans ce dernier site, étaient plus particulièrement abordées la répression des nationalistes algériens et l'aide qu'ils avaient reçue des avocats lyonnais. En face de la prison Saint-Paul désormais fermée, Béatrice Dubell, assistée de Romain Goujon, a interrogé, laissé parler et filmé les visiteurs qui voulaient bien prendre la parole.

Le film, qui en résulte, regroupe une vingtaine de témoignages qui forment autant de séquences. Des personnes expriment ainsi leur expérience de la guerre, la mémoire transmise ou non par leur famille ou le point de vue qu'elles ont aujourd'hui des événements passés.

## La réalisatrice

Béatrice Dubell s'intéresse à des questions sociales et politiques, qu'elle traite d'un point de vue singulier, à la croisée de la création cinématographique, de la recherche et de l'éducation populaire. « *Cette guerre et nous* » est son 3ème film sur l'Histoire et les mémoires de la guerre d'Algérie en France, après *El'Bir* (2008) et *De Pied ferme* (2014), fruit d'une démarche engagée en 2008, avec un groupe de chercheurs en Histoire. Elle est, depuis 2007, directrice artistique des projets de l'association *Grand Ensemble – atelier de cinéma populaire* qui mène différents types d'activités : réalisation de films, conception de dispositifs de création collective et d'éducation populaire, films d'ateliers dans des milieux divers.

# Un film adapté à un public lycéen

*Cette guerre et nous* présente un intérêt pédagogique indéniable pour les professeurs d'histoire-géographie de lycées des classes de premières générales, terminales STMG et ST2S ainsi que les terminales générales étudiant la mémoire de la guerre d'Algérie par la multiplicité des thèmes abordés à travers la parole des témoins.

**Première générale :**

La République face à la question coloniale. La guerre d'Algérie

**Terminale générale :**

Les mémoires : lecture historique. L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

**Terminale STMG :**

De la décolonisation à la mise en place de nouveaux Etats depuis 1945. Sujet d'étude consacré à l'Algérie de 1954 à 1962

**Terminale ST2S :**

Décolonisation et construction de nouveaux Etats. Sujet d'étude consacré à l'Algérie de 1954 à 1962

**Terminale Bac professionnel :**

La décolonisation et la construction de nouveaux Etats : Inde, Algérie

# Le point de vue d'une historienne de la guerre d'Algérie

« La guerre d'indépendance algérienne a une mémoire paradoxale : perçue comme tabou, refoulée, enfouie, honteuse et tue, elle est dans le même temps très présente dans la société française – bien des pans tragiques de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation de l'Empire français, comme la grande insurrection malgache de 1947 ou la guerre d'Indochine n'ont aujourd'hui aucun écho. C'est que la force des liens entre l'Algérie et la métropole est restée sans égal ailleurs, en raison de l'imbrication même des deux sociétés. Algériens venus vivre en France pour fuir la misère de campagnes ruinées par la colonisation ; jeunes métropolitains envoyés là-bas pour faire une guerre dont le sens leur échappait ; Français engagés, sur le sol métropolitain lui-même, dans la guerre pour l'indépendance (qu'ils soient pour, en soutenant le FLN ou contre, en militant pour l'Algérie française) ; Français d'Algérie et harkis venus en France au moment de l'indépendance, tous ont aujourd'hui cette guerre – et la colonisation – en mémoire. Leur rapport à ce passé est souvent l'objet de supputations hâtives, car on le saisit la plupart du temps par l'intermédiaire d'associations s'autoproclamant porte-paroles de groupes mémoriels dont les individus, avec toutes leurs sensibilités, restent inaccessibles. Or, ce sont eux qui s'expriment dans le film de Béatrice Dubell, « Cette guerre et nous » : le titre rend bien compte de la diversité des rapports à ce passé, dans la sérénité, avec une envie d'en parler et une forte envie de savoir. Le film est une belle leçon pour ceux qui pensent qu'on ne peut pas – voire qu'il ne faut pas – parler de ce passé. »

**Sylvie Thénault**

# Pour comprendre le film

## Éléments biographiques des personnes apparaissant dans le film

*Ces éléments biographiques permettent d'éclairer le parcours ou les propos de certaines personnes. Ils résument les propos de chacun et sont classés par ordre d'apparition dans le film.*



**1. P.T.D.** est née à Calais en 1940. Elle a grandi dans une famille engagée politiquement : son grand-père et son père ont participé à la résistance pendant l'Occupation. En 1960, alors qu'elle est étudiante en art et en histoire de l'art à Paris, son fiancé, appelé, longtemps sursitaire, est tué par l'explosion d'une mine. D'autres jeunes hommes de son entourage périssent également lors du conflit. Dès lors, elle milite contre la guerre en distribuant des journaux comme *Clarté*, en participant à de nombreuses manifestations organisées par l'UNEF (Union nationale des étudiants de France). Elle garde un souvenir extrêmement vif de la répression dont ces manifestations font l'objet... (5-7min)



**2. Simon Bitoun** est né au Maroc en 1935 dans une famille juive. Il passe son enfance en Algérie. De 1941 à 1942, après l'abolition du décret Crémieux, il est exclu de l'école primaire. Il arrive à Saint-Fons, dans la banlieue lyonnaise, en 1946. Grâce à un prêtre catholique, la famille est hébergée dans une cure. Son père, de santé fragile, meurt en 1953. Simon Bitoun expérimente alors divers métiers. De 1955 à 1957, il remplit ses obligations militaires : il effectue ses classes à Grenoble, le reste de son service en Algérie. Il livre ses souvenirs des années de guerre, qu'il a subies sans vraiment être politisé, et de l'ambiance qui régnait à Lyon lors de son retour : les violences entre Algériens, les contrôles incessants... (7-14min)

**3. Benamar Belkhatir** arrive à Lyon en 1956 pour travailler et venir en aide à ses parents restés en Algérie. Il est d'autant plus sensible à l'idée d'indépendance que deux de ses frères ont déjà rejoint les rangs nationalistes. Rapidement, il s'implique dans le FLN lyonnais, au sein duquel il reçoit une solide formation politique et dont il devient un cadre actif. Arrêté par la Direction de la surveillance du territoire (DST) en 1959, jugé pour ses activités clandestines, il est condamné à sept ans de prison. D'abord enfermé à la prison Saint-Paul, il est successivement transféré dans plusieurs établissements pénitentiaires du nord de la France. Il témoigne de l'instruction reçue en prison grâce à l'entraide entre détenus politiques. Après la guerre, il est expulsé vers l'Algérie. (17-23min)



**4. De 1957 à 1962, Marguerite Bernard** est monitrice familiale au Service Social familial Nord-Africain ; association créée en 1951 sous le contrôle de la préfecture, destinée à aider mais aussi à encadrer et à surveiller les migrants algériens. Elle est d'autant plus sensibilisée au conflit que son mari est appelé en Algérie. Elle vient en aide aux familles algériennes de Lyon dans les garnis, les hôtels, les centres d'hébergement et les bidonvilles. Elle les assiste dans leurs démarches, en particulier pour les courriers. C'est ainsi qu'elle rencontre des épouses de militants indépendantistes emprisonnés et qu'elle prend conscience des violences que la guerre provoque aussi en métropole. Elle participe également aux actions de soutien scolaire et d'alphabétisation. En 1964, elle part, quelques années, vivre en Algérie avec son époux. (23-26min)





**5. Maurice Chevalier** a grandi à la Croix-Rousse. Informé de la guerre d'Algérie par les journaux locaux, il est persuadé, jusqu'à son service militaire, de la légitimité du combat pour l'Algérie française. Versé dans l'Armée de l'air en 1959, il est un temps détaché dans un DOP (Dispositif Opérationnel de Protection), une unité chargée de collecter des renseignements, où la torture des captifs est fréquemment pratiquée. Hostile à de telles méthodes, il demande sa réintégration dans son corps d'origine. Il y reste jusqu'en 1961. Son service militaire provoque une prise de conscience des violences qu'engendre une guerre coloniale et le font changer d'avis sur la question algérienne. (26-34min)

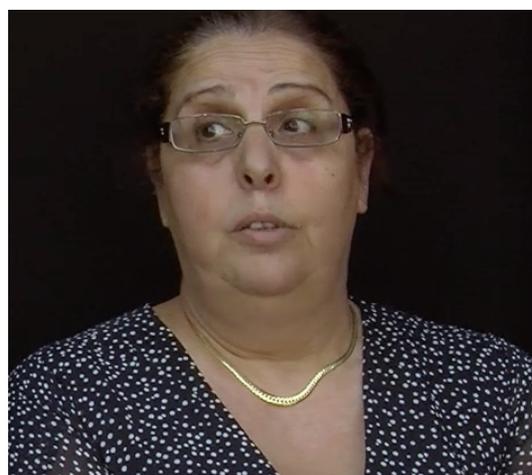


**6. Jean Lamaison** est né en 1931 dans le Bugey. D'abord ouvrier, il réussit le concours des PTT et devient postier. Il est en poste à Miribel pendant la guerre d'indépendance. Fervent lecteur de l'hebdomadaire anticolonialiste *Témoignage Chrétien*, militant à la CFTC, il adhère d'emblée à l'idée d'une Algérie indépendante. Pendant les dernières années de guerre, son frère, sympathisant d'extrême-gauche, membre d'un réseau qui exfiltre les militants algériens recherchés vers la Suisse, le met en contact avec un membre du FLN. Il s'engage en mettant son grenier et sa voiture à la disposition de l'organisation nationaliste pour stocker et transporter des documents clandestins. (35-38 min)

**7. Myriam Zammit** naît et grandit en Algérie. Elle témoigne des conditions de vie et des privations subies par les Algériens les plus pauvres à l'époque coloniale : surmortalité infantile, sous-alimentation, impossibilité d'accéder à l'école, chômage durable, misère. En Algérie, elle reste relativement à l'écart de la guerre. Poussée par la pauvreté, immigrée seule à Lyon en 1959, elle est d'abord fille au pair dans une famille bourgeoise. Par la suite, elle apprend à lire et à écrire, passe son baccalauréat et devient infirmière. (35-42min)



**8. Zahia Akardjoudje** est née en 1956 en Algérie. Elle se souvient de l'angoisse engendrée par les violences liées à la fin de la guerre d'indépendance à Béjaïa : opérations militaires, attentats, assassinats. Elle reste en particulier marquée par les exécutions collectives dont les harkis ont été victimes. Sa famille est déchirée par la guerre d'Algérie. Alors que plusieurs de ses oncles rejoignent le FLN, son père ancien sous-officier de l'armée française, ancien combattant de la guerre d'Indochine, est incorporé dans les groupes mobiles de sécurité. Renonçant à fuir en France, arrêté peu après l'indépendance, ce dernier est emprisonné pendant quatre ans et demi. Sans aucune nouvelle pendant plus d'un an, privée de revenus, son épouse et ses enfants survivent grâce à la solidarité d'une partie de la famille. Installée en France après son mariage, à la fin des années 1970, Zahia Akardjoudje éprouve de grandes difficultés à faire venir ses parents vieillissants, malgré le passé militaire de son père. Les souvenirs de la guerre laissent aujourd'hui encore des séquelles dans les relations familiales. (56-62min)





**9. Mouloud Aïssou** est né en 1956 à Villeurbanne. Sa famille y a vécu dans un bidonville jusqu'en 1960 avant d'emménager à Gerland où son père obtient un logement HLM. Durant la guerre, ce dernier milite pour l'indépendance et subit la répression policière. Mouloud Aïssou grandit dans un quartier ouvrier mélangé dans lequel il s'aperçoit qu'une grande partie des hommes ont fait la guerre, dans un camp ou dans un autre, sans jamais en parler directement. Devenu adulte, il milite contre les Tribunaux Permanents des Forces Armées. C'est à cette occasion qu'il rencontre des Français qui ont soutenu les indépendantistes algériens. Il s'intéresse toujours aux questions touchant les mémoires de la guerre d'Algérie. (72-78min)



**10. Annie Munier** est née en Algérie en 1949 où son père est fonctionnaire. Elle passe son enfance à Constantine. Elle reste marquée par les violences dont elle a pu être témoin et par l'ambiance de peur qui régnait chez les Français d'Algérie. Le départ vers la métropole, en 1961, a été pour elle une libération, au point qu'elle a longtemps préféré effacer de ses souvenirs, cette enfance dans la guerre. Elle s'intéresse de nouveau à son enfance algérienne aujourd'hui. Elle découvre à cette occasion l'étendue de la guerre en métropole. (78-86min)

# Éléments de contextualisation des événements évoqués dans le film

## Les pieds-noirs

A la veille de la guerre d'indépendance, près d'un million d'Européens vivent en Algérie. Qu'eux-mêmes ou que leurs ascendants soient venus de France, d'Espagne ou d'Italie, la plupart sont des citoyens français. Jusqu'en 1958, ils bénéficient de droits supérieurs à ceux des Français musulmans d'Algérie (FMA). Ils sont en majorité citadins, souvent de condition modeste (employés, ouvriers, petits fonctionnaires). Leurs conditions de vie sont cependant bien plus confortables que celles des colonisés. Majoritairement opposés à l'idée d'une Algérie indépendante, les Européens d'Algérie se radicalisent au cours du conflit. Nombre d'entre eux accordent un soutien actif ou tacite à l'OAS (Organisation armée secrète), créée en 1961. Quand arrive la fin du conflit, les violences à leur encontre redoublent, et ce même après le cessez-le-feu. Ils gagnent alors massivement la métropole (plus de 600.000 personnes en 1962). Ils deviennent les rapatriés, rapidement intégrés dans la société française tout en entretenant, pour beaucoup d'entre eux, la mémoire de leur présence en Algérie.

## Harkis

Au départ, le terme désigne les soldats « FMA », supplétifs de l'armée française, intégrés dans une troupe appelée harka. Le terme harki a fini par désigner, dans le langage courant, les Algériens qui ont dû quitter leur pays parce qu'ils s'étaient opposés à la lutte pour l'indépendance menée par le FLN. Les motivations de ces hommes ont été complexes, parfois contradictoires : survie économique, désir de fuir le FLN, conviction politique, vengeance à mener dans le cadre de rivalités rurales. A la proclamation de l'indépendance, les harkis et leurs familles sont victimes de la vindicte des membres de l'ALN et ceux qui veulent démontrer leur adhésion au nouveau régime. Aux massacres s'ajoutent de nombreux enfermements arbitraires sans qu'il soit possible d'en dresser un bilan précis : la question divise les historiens. Comme le gouvernement français s'est opposé à un transfert massif des harkis vers la France, seule une minorité d'entre eux a pu s'y établir, souvent grâce au soutien de leurs officiers. Nombre d'entre eux ont été regroupés dans des camps, en zone rurale.

## Les appelés

Ce sont plus de 1.300.000 appelés et rappelés qui ont servi en Algérie pour les besoins du « maintien de l'ordre » dans le cadre de leur service militaire au cours de la guerre d'indépendance. La plupart ont été versés dans l'infanterie. L'occupation du terrain réclamant des contingents très nombreux, le maintien sous les drapeaux a été allongé au-delà de la durée légale de 18 mois : jusqu'à 30 mois pour certains. Plus de 25.000 militaires ont trouvé la mort dans ce conflit. S'il y eut des manifestations de protestation au moment des rappels, en 1955-56, le nombre d'insoumis, de déserteurs, d'objecteurs de conscience explicitement opposés à la guerre d'Algérie est demeuré extrêmement minoritaire.

Après la guerre, beaucoup d'appelés ont milité dans des associations – la plus connue est la FNACA- pour obtenir un statut et la reconnaissance de l'état de guerre. Ces revendications ont été progressivement satisfaites. Elles ont, entre autres abouti au vote de la loi du 6 décembre 2012 relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc. Cette loi mémorielle fait du reste l'objet d'une vive polémique. Elle est contestée comme date de la fin de la guerre par les rapatriés qui rappellent que leur communauté a été victime de massacres après celle-ci.

## L'opinion et la guerre d'Algérie

L'historien Charles-Robert Ageron a démontré à travers l'étude de sondages que les Français avaient mis longtemps à comprendre la situation coloniale et la gravité du conflit algérien : 5% des Français déclarent s'intéresser aux nouvelles venues d'Algérie en août 1955. Il a également démontré comment ces Français, dans leur majorité, s'étaient progressivement détachés de l'idée qu'il fallait conserver l'Algérie française, et ce beaucoup plus vite que la majorité des élites politiques, attachées à l'empire colonial : 45% des Français favorables à l'indépendance en 1956, 71% en 1959. Charles de Gaulle reçoit du reste un soutien d'une écrasante majorité de Français pour sa politique algérienne à partir du moment où il évoque l'autodétermination, en novembre 1959. La principale préoccupation dans ce conflit semble avoir été le sort des appelés beaucoup plus que celui de l'Algérie.

Les Français ont donc majoritairement fait preuve d'attentisme et de passivité face aux événements, refusant les solutions qui leur paraissaient les plus aventureuses. Finalement, ce sont des pans minoritaires de l'opinion qui se sont impliqués concrètement, qu'ils aient pris position en faveur des nationalistes algériens et de l'indépendance – « porteurs de valises » - ou, à l'inverse; qu'ils se soient fermement opposés à l'émancipation de la colonie – ultras, OAS.

## L'immigration algérienne à Lyon

En 1954, l'agglomération lyonnaise est un pôle migratoire important et déjà ancien pour les Algériens qui seraient plus de 8 000 à y résider en 1951, plus de 15 000 en 1957. La plupart d'entre eux sont ouvriers dans les industries et le BTP. Plus rares sont ceux qui sont commerçants ou étudiants. Ils se concentrent dans les garnis du quartier de la Guillotière, dans le foyer de la Part-Dieu, dans les bidonvilles à la limite des communes de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin, dans les quartiers de banlieues construits autour des usines. Au delà de Lyon et de sa périphérie, une minorité est dispersée dans d'autres localités industrielles du Rhône comme Givors ou Tarare.

Ces Algériens sont d'ailleurs sensibilisés à la cause indépendantiste puisque la présence des diverses organisations messalistes (partisans de Messali Hadj) qui se succèdent – Etoile Nord-Africaine, PPA, MTLD - est attestée à Lyon. A la veille de la guerre, on y dénombre 500 à 600 sympathisants.

Avec la guerre d'indépendance, à Lyon comme ailleurs en métropole, l'adhésion et le contrôle de la population algérienne deviennent l'enjeu de luttes entre les Messalistes et les militants du FLN qui s'installent et entendent bien les supplanter. A Lyon, à partir de 1957, les meurtres et les assassinats succèdent aux intimidations. Ils se prolongent jusqu'au printemps 1961 avec un lourd bilan : 160 morts, 150 blessés. La prépondérance des militants ou des sympathisants FLN parmi les victimes n'empêche pas le déclin du MNA. A contrario, le FLN parvient à étendre son influence à la majorité des Algériens de Lyon, qui, de gré ou de force, paient leurs cotisations.

## La répression des nationalistes algériens à Lyon

A Lyon, comme ailleurs, la virulence de la répression policière et judiciaire répond à l'activité croissante des nationalistes algériens. La brigade nord-africaine, dirigée par le commissaire Chaboud, la DST, les RG multiplient les opérations. Arrestations, rafles se succèdent dans les garnis et les foyers. Elles sont suivies dans un premier temps d'expulsions collectives vers l'Algérie, de déferrements pour « *atteinte à la sûreté du territoire* » ou « *atteinte à la sûreté de l'Etat* ». Ce sont ainsi des centaines d'affaires algériennes que doit juger le tribunal correctionnel de Lyon au point que les magistrats se plaignent d'engorgement. Il en est de même dans les prisons : 600 détenus FLN s'entassent à la prison Saint-Paul en 1958.

L'ouverture d'un « second front » par la fédération de France du FLN, à la fin de l'été 1958, ajoute aux violences inter-algériennes, les attentats contre les forces de l'ordre. A Lyon, en septembre, plusieurs postes de police sont attaqués par les groupes de choc. Des policiers et passants sont blessés. Le sous-brigadier Sudon est tué. Le préfet du Rhône, Roger Ricard et le directeur de la Sûreté Nationale, Jean Verdier, assistent aux obsèques. Ce dernier déclare : « *Face à ceux qui ont fait le serment de porter la guerre en France, face à ces infâmes terroristes, j'invite, j'ordonne aux fonctionnaires de la police de ne faire preuve d'aucune pitié, d'aucune indulgence... Des mesures strictes de répression seront encore accentuées allant jusqu'aux méthodes de guerre.* » Dès le 25 septembre, un couvre-feu est recommandé aux travailleurs nord-africains de l'agglomération lyonnaise.

Au début du mois d'octobre, deux ordonnances viennent renforcer la répression en métropole. L'une élargit les possibilités d'internement administratif des nationalistes algériens arrêtés. Les suspects peuvent être enfermés pour une durée indéterminée, sans jugement. L'autre permet aux tribunaux militaires (TPFA) de se saisir des dossiers impliquant des nationalistes algériens. Le pouvoir espère ainsi obtenir des jugements plus sévères que ceux prononcés par des juges civils supposés plus laxistes ou plus intimidés. C'est ce tribunal qui prononce plus d'une centaine de condamnations à mort : 11 exécutions se déroulent dans la cour de la prison Montluc entre 1959 et 1961.

## Les solidarités franco-algériennes

Si l'on retient comme source la presse régionale, la perception des Algériens est peu flatteuse pendant la guerre d'indépendance. Les articles qui leur sont consacrés portent bien souvent sur les violences entre nationalistes et sur la délinquance. Pourtant, des solidarités franco-algériennes se sont développées. Parmi les hommes et les femmes qui se rangent aux côtés des Algériens, on retrouve des sensibilités variées, quoique majoritairement de gauche. A Lyon, les milieux catholiques progressistes sont sur-représentés. Certaines personnes ont joué un rôle déterminant dans la sensibilisation aux injustices et aux violences coloniales : c'est le cas d'Albert Carteron, prêtre anticolonialiste.

Ces solidarités ont pris des formes diverses et plus ou moins organisées : entraide spontanée entre familles voisines, implication dans les associations à vocation sociale portant assistance aux Algériens, actions plus politisées, publiques ou clandestines. On peut retenir l'implication d'avocats qui ont choisi de s'investir dans la défense d'inculpés nationalistes, parfois en lien direct avec le FLN pour lequel ils forment un collectif : c'est à ces avocats qu'était consacrée l'exposition dans laquelle le film a été tourné. Il faut également mentionner les réseaux d'assistance au FLN, constitués de ceux qui sont maintenant désignés dans le langage courant comme des « porteurs de valise » car chargés de transporter de l'argent, des documents, ou d'abriter des membres du FLN. A Lyon, le plus célèbre de ces réseaux est désigné comme le « réseau Boëglin », dont plusieurs membres sont condamnés par le TPFA de Lyon à l'issue d'un procès largement couvert par les journaux en 1961. Jean Lamaison, recruté par son frère, qui met son grenier à disposition du FLN, fournit un exemple de ces solidarités clandestines.

## Les manifestations

Dans le film, Pierrette T évoque les manifestations parisiennes opposées à la guerre d'Algérie auxquelles elle participait lorsqu'elle était étudiante aux Beaux-Arts. Elle rappelle au passage les violences que les policiers infligeaient à ceux qui battaient le pavé. En métropole, la guerre d'Algérie a effectivement suscité de nombreuses mobilisations dans l'espace public. Ce fut le cas au début du conflit, avec les mouvements de protestations spontanées ou suscitées par les communistes contre les rappels de soldats. Plus tard, lors des dernières années de la guerre, quand les tensions s'aggravent et que les événements menacent la sécurité publique en métropole même, les manifestations se multiplient. C'est en particulier le cas lors des marches contre l'OAS, en 1962.

Quant à la violence de la police à l'encontre des manifestants, elle est plus aiguë à Paris que dans les autres villes de France. Maurice Papon reste préfet de police de la capitale de 1958 à 1967 ; c'est sous son autorité que se produisent les massacres d'octobre 1961 et que tombent les morts de Charonne, en février 1962.

## La guerre d'Algérie dans les programmes scolaires

Contrairement à une idée reçue, la guerre d'Algérie a fait son entrée depuis longtemps dans les programmes scolaires français : dans les années 1970 au collège, en 1983 au lycée. Dès cette époque, la question des rapatriés et de la torture sont abordées. L'historien Benoit Falaize, qui s'est penché sur l'enseignement des questions controversées, constate cependant un appauvrissement des manuels et de l'étude de ce sujet, entre 1985 et 2005, ce qui peut expliquer les propos réitérés dans le film : « *on ne nous l'a pas appris à l'école* ».

Depuis les années 2000, après que la mémoire de différents acteurs du conflit se soit largement exprimée dans les médias, la guerre est traitée de manière plus complète au lycée, du moins pour les séries générales : harkis, dimension métropolitaine de la guerre, violence coloniale, naissance du nationalisme algérien ont fait leur apparition dans les programmes de première ; un enseignant peut y consacrer de une à trois heures. En terminale générale, il est même possible de choisir une séquence entière intitulée « L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie ». Parmi les professeurs, ce choix reste cependant minoritaire. Beaucoup préfèrent se pencher sur l'étude des mémoires de la Deuxième guerre mondiale. Au collège, pour les lycéens des sections STMG et ST2S et des bacs professionnels, en revanche, les programmes rendent la question algérienne optionnelle dans la mesure où un choix est proposé au professeur entre l'étude de différentes décolonisations.

Le programme d'histoire des élèves STI, ST2A et STL, enfin, ne fait pas mention de l'Algérie.

# Mise en œuvre en classe

Éducation morale et civique :

## **La question de l'engagement**

Plusieurs personnes qui apparaissent dans le film se sont engagées, à des degrés divers, contre la guerre et contre la politique menée par les gouvernements français. Le film pose ainsi la question de l'engagement et de ses limites au regard de la loi et de la fidélité due à un pays et/ou à des impératifs moraux.

## **La question de l'information**

A plusieurs reprises des personnes émettent l'idée d'un manque d'informations sur la guerre d'Algérie, pendant et après les événements. La question de l'information et de son accès peuvent être discutés avec les élèves.

## **Les questions du service militaire et de l'obéissance à l'Etat soulevées par le film.**

Deux appelés témoignent dans le film, ainsi qu'un homme qui est parvenu à se soustraire à ses obligations en se faisant réformer par refus de participer à la guerre. Ces témoignages permettent de rappeler ce qu'était la conscription. Ils posent la question du devoir et de la conscience individuelle de chacun à une époque où le patriotisme et les impératifs de virilité sont beaucoup plus forts qu'aujourd'hui.

L'Algérie coloniale :

## **La vie d'une Algérienne colonisée**

Le témoignage de Mme Zammit permet d'évoquer la situation des colonisés en Algérie : ségrégation, chômage, sous-alimentation et sous-médicalisation, espérance de vie réduite.

On peut éventuellement comparer ce témoignage à celui d'Annie Munier, Européenne qui a elle aussi passé son enfance en Algérie.

## **Le sentiment d'un nationaliste algérien sur la colonisation**

Le témoignage d'un ancien acteur du FLN à Lyon pendant la guerre d'indépendance.

On peut noter que M. Belkhatir, venu avec son gendre, se livre davantage à une analyse du colonialisme qu'à une évocation de son expérience personnelle.

## La guerre d'indépendance algérienne :

### **Les appelés**

Deux appelés témoignent des mois qu'ils ont passés en Algérie.

L'un évoque les longues patrouilles, la peur, le sentiment d'avoir gâché une partie de sa jeunesse.

L'autre a été confronté à la torture pratiquée dans les DOP avant d'être réaffecté dans l'Armée de l'air. Son expérience l'amène à changer de point de vue sur l'action de la France en Algérie.

On peut ainsi mettre en évidence la diversité des expériences vécues par les appelés.

### **La violence des méthodes employées**

Les témoignages évoquent les violences bien connues de la guerre à proprement parler : l'usage de la torture en particulier.

D'autres personnes mettent en évidence des aspects moins connus : les affrontements entre militants du FLN et du MNA en France, le prolongement des violences après la guerre, à l'encontre des Harkis en Algérie ; la répression policière des manifestants et des Algériens en métropole.

### **La guerre en métropole**

Plusieurs témoignages de Français et d'Algériens éclairent les dimensions métropolitaines de la guerre : manifestations, activité clandestine du FLN, violences inter-algériennes, répression policière.

### **Le rapatriement des Européens, le sort des harkis et des militaires de carrière algériens**

Les témoignages d'Annie Munier et de Zahia Akardjoudje démontrent que des populations sont particulièrement affectées par l'issue de la guerre ; harkis victimes de représailles, Européens embarqués sur « *un bateau qui pleure* ».

## Les mémoires :

<b>La multiplicité des mémoires :</b>	On peut dresser une liste des personnes contemporaines de la guerre d'indépendance qui interviennent dans le film. En relevant la diversité des témoignages on peut poser la question de l'Histoire telle qu'elle est racontée, résumée, simplifiée et de la multiplicité des expériences vécues.
<b>Identification des groupes « porteurs de mémoire » dans la société française</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Anciens combattants</li><li>- Anciens militants</li><li>- Harkis et assimilés</li><li>- Personnes d'origine algérienne vivant en France</li><li>- Pieds-noirs</li></ul> On peut souligner que nombreux sont ceux qui estiment que leurs expériences ou leurs souffrances sont peu reconnues.
<b>Question de la valeur et de la fiabilité des témoignages, approche critique</b>	Certains témoignages du film suscitent des interrogations : sincérité du témoignage, oublis volontaires... On peut ainsi sensibiliser les élèves à la spécificité du témoignage, en particulier oral, riche en renseignements, évocateur, mais nécessitant une critique difficile à mettre en œuvre.
<b>Thème de la sortie de guerre</b>	Retour des combattants avec leurs traumatismes et leurs non-dits ; Accueil des rapatriés qui doivent trouver leur place dans un pays que beaucoup d'entre eux ne connaissent pas ; Représailles contre ceux qui ont servi l'armée française en Algérie.
<b>Refoulement et résurgence de la mémoire de la part des témoins directs</b>	Exemple de la dame algérienne avec un foulard qui dit ne pas se souvenir de la vie en France pendant la guerre d'indépendance ; Exemple de Zahia Akardjoudje puis d'Annie Munier saisies par l'émotion en se remémorant leur enfance pendant la guerre.
<b>Transmission et Non-transmission qui peuvent être liées à un conflit :</b>	Anciens appelés restés racistes, qui n'admettent pas la présence d'Algériens en France, comme l'atteste l'épouse de l'un d'eux. Personnes d'origine algérienne qui témoignent du silence de leur famille, en l'interprétant de façon diverse.
<b>Conséquences de la guerre d'indépendance algérienne sur la société française actuelle.</b>	La perception négative des Algériens dans la société française : un héritage de la guerre ? C'est ce que suggère le dernier témoin évoqué dans le film. Idées contradictoires : enseigner et évoquer la guerre dans sa complexité : une source de tension selon deux visiteuses. Une nécessité attendue depuis de nombreuses années selon la majorité de ceux qui ont accepté de prendre la parole.

# Bibliographie sommaire

## Sur la guerre d'Algérie et ses mémoires :

- Raphaëlle BRANCHE, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Le Seuil, Points, Paris, 2005
- Raphaëlle BRANCHE et Sylvie THÉNAULT, *La France en guerre, 1954-1962*, Autrement, coll. Mémoires
- Mohammed HARBI et Benjamin STORA (s.d.), *La guerre d'Algérie*, Robert Laffont, Paris, 2004
- Claire MAUSS-COPEAUX, *Appelés en Algérie, la parole confisquée*, Hachette littérature, Paris, 1998
- Benjamin STORA; *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France, 1912-1992*, Paris, Fayard, 1992
- Sylvie THÉNAULT, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, Paris, 2005
- Sylvie THÉNAULT (s.d.), « *L'internement en France pendant la guerre d'indépendance algérienne* », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 92, octobre-décembre 2008
- Sylvie THÉNAULT, *Une drôle de justice, Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 2001
- Sylvie THÉNAULT, *Algérie : des « événements » à la guerre. Idées reçues sur la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2012.
- Sylvie THÉNAULT, « *La guerre d'indépendance algérienne. Mémoires françaises* », in *Historiens et Géographes*, n° 425, février 2014, pp. 75-90.

## Sur la guerre à Lyon

- Marc ANDRÉ, *Les groupes de choc du FLN. Particularités de la guerre d'indépendance en métropole*, *Revue historique*, 1/2014 (n°669)
- Paul-Marie ATGER, « *Le Mouvement national algérien à Lyon* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 4/2009 (n° 104) , p. 107-122
- DUBELL, THIVEND, GROSJEAN (sd), *Récits d'engagements, des Lyonnais auprès des Algériens en guerre, 1954-1962*, Paris, Bouchène, 2012

**GRAND ENSEMBLE / ATELIER DE CINEMA POPULAIRE**

Lieu de production de films indépendants au plus près des réalités sociales, l'association Grand Ensemble est ancrée dans une démarche d'éducation populaire. Elle accompagne ses productions en proposant projections, rencontres, formations ateliers d'initiation à la réalisation, dispositifs de création collective.

39 rue Georges Courteline 69100 Villeurbanne

Tél. 09 50 64 79 17  
[grand.ensemble@gmail.com](mailto:grand.ensemble@gmail.com)

site : <http://www.grandensemble.fr>